

Le thème que j'ai voulu développer est qu'il vaut mieux négocier que de faire la guerre, une idée qui est mise à l'essai dans de nombreux conflits à travers le monde aujourd'hui. J'ai déjà mentionné le cas de l'Afghanistan, et je note qu'en Espagne, aussi bien le gouvernement actuel que l'ancien ont entamé des pourparlers avec l'ETA, dans un effort pour mettre un terme à la campagne pour l'indépendance du Pays basque menée depuis 40 ans⁷. D'autres exemples viennent à l'esprit. Des pourparlers tenus l'an dernier entre le Front de libération islamique Moro et les représentants du gouvernement des Philippines ont abouti à une offre dans laquelle ce dernier reconnaît le droit à l'autodétermination des Musulmans dans le Sud du pays. Il y a encore des combats ici et là, mais le gouvernement continue de dialoguer. Je m'intéresse à ce conflit depuis la visite que j'ai effectuée à Manille en mai 2006 à la demande du ministère des Affaires étrangères de Suède dans le but d'informer le gouvernement philippin de mon expérience en Irlande du Nord. De même, au Népal, l'Alliance des sept partis a eu pendant plusieurs années de nombreuses rencontres avec le Parti communiste du Népal (maoïste) alors que les combats se poursuivaient entre les maoïstes et l'armée népalaise. J'ai assisté à l'une de ces rencontres à Stockholm il y a deux ans et, en novembre de cette même année, l'Alliance des sept partis a signé un accord de paix global avec les maoïstes. Le conflit n'est pas encore totalement réglé, mais les discussions se poursuivent.

Cela dit, je crois qu'il est important de souligner que dans chacun de ces exemples, les pays concernés ont maintenu leurs forces de sécurité en place tout en poursuivant les discussions, des troupes prêtes à intervenir en cas de violence et d'échec des pourparlers. En Irlande du Nord, on n'a diminué la présence des troupes britanniques qu'un peu moins de dix ans après la signature de l'Accord, et une fois la majorité de ses dispositions mises en application.

Je n'irai certainement pas jusqu'à suggérer que, dans la conduite de sa politique étrangère, le Canada suive le conseil de Teddy Roosevelt, c'est-à-dire parler doucement tout en ayant un gros bâton à la main, mais je n'en appuie pas moins l'idée de disposer de moyens nationaux crédibles pour réagir aux menaces, par la force si nécessaire. Vu la taille de nos ressources militaires aujourd'hui, il semble peu probable qu'à lui seul,

⁷ *Vatican Told to Stop Bishops 'Meddling' in Spain's Election*. Thomas Catàn. Madrid. *The Times*. 14 février 2008. p. 45.